

<https://www.fakirpresse.info/lettre-ouverte-au-benalla-de-la-big-pharma>



# Lettre ouverte au Benalla de la Big Pharma

- Le Journal - Enquêtes et reportages -



Date de mise en ligne : mardi 9 octobre 2018

---

Copyright © Journal Fakir - Tous droits réservés

---

**C'est une photo, dans Les Echos : Olivier Brandicourt, le directeur général de Sanofi. Il est souriant, rayonnant. Et sa jovialité transpire l'impunité offerte, à lui aussi, par l'Elysée...**

Retrouvez notre dernière parution : 'Un député chez Big Pharma, par François Ruffin et Cyril Pocréaux, aux éditions Fakir en librairie et [sur notre boutique en ligne](#) !

**Monsieur le directeur général,**

J'ai découvert votre photo sur le site des *Echos*, le week-end dernier, le jour de la Fête nationale, allongé sur mon canapé. Vous y étiez souriant, rayonnant même. Ce cliché illustre un bref entretien, où vous témoigniez avec jovialité : « *Les mesures du gouvernement sont encourageantes* », vous réjouissiez-vous en titre. Dans le papier, vous précisiez les causes de votre allégresse : « *Les mesures annoncées ce mardi par le Premier ministre, notamment le raccourcissement des délais administratifs et l'accès facilité à l'innovation pour les patients, vont dans le bon sens.* » Et encore : « *Les mesures prévoient notamment une croissance minimale annuelle de 3 % pour les médicaments innovants et ceci au cours des trois prochaines années.* » Et enfin : « *Nous avons conclu un protocole d'accord avec BPI France pour lancer InnoBio2 auquel nous apportons 50 millions d'euros sur un total de 200 à 250 millions d'euros.* »

On ne doit pas s'énerver, je sais : « *la colère est mauvaise conseillère* », me répète ma mère. Mais là, seul dans mon salon, j'ai dû vous traiter par écran interposé de « *voyou en costume* » et de « *bandit distingué* ».

Vous savez pourquoi.

Ou peut-être que non.

Peut-être que le système est bien fait, si merveilleusement fichu qu'il parvient à masquer les crimes des décideurs à leurs propres yeux, à voiler vos méfaits à votre propre conscience. Ça s'appelle le refoulement et, dans les institutions, dans les multinationales comme la vôtre, ce refoulement est collectivement, socialement organisé.

Comment vivriez-vous, sinon ?

Je retrace les faits, donc, la chronologie de ces dernières semaines.

## Vendredi 22 juin

Marine Martin, de l'association des victimes de la Dépakine, nous adresse un courriel récapitulatif :

L'Agence nationale de sécurité du médicament (ANSM) et la Caisse nationale d'Assurance-Maladie viennent, enfin, de rendre une étude. Et elles estiment qu'« *entre 16 600 et 30 400 enfants seraient atteints de troubles neuro-développementaux précoces* », notamment d'autisme, parce que leur mère, enceinte, a continué à prendre de la Dépakine.

On ne va pas refaire le dossier ici.

Mais votre groupe, Sanofi, savait.

Sanofi savait depuis les années 80. Sanofi savait, et a commercialisé sa molécule, sans prévention, sans contre-indication, durant plus de deux décennies.

Ces scientifiques ayant rendu leur verdict, que faites-vous, alors ?

Votre mea culpa ?

Vous provisionnez des milliards pour indemniser les familles ?

Aucunement.

Au contraire : dans un communiqué, votre groupe « *conteste fermement les estimations mentionnées dans le rapport de l'ANSM et de la Cnam* ». Qui « *repose sur des hypothèses invérifiables d'exposition au valproate*

*pendant la grossesse et vont ajouter de la confusion auprès des patients et des professionnels de santé ».*

Votre multinationale, et vous à sa tête, vous comportez comme des psychopathes.

Même une fois le crime prouvé, vous démentez encore.

Persuadé de votre toute-puissance, vous déniez la réalité.

## Dimanche 8 juillet

La nouvelle tourne sur toutes les radios.

C'est Mediapart et France Info qui l'ont sortie : « *L'usine Sanofi du bassin de Lacq, dans les Pyrénées-Atlantiques, émettait au printemps 2018, date des dernières mesures disponibles, jusqu'à 190 000 fois plus que le maximum autorisé d'une substance cancérigène.* »

Et ce depuis au moins trois ans.

Aussitôt, un réflexe, que déclare votre groupe ? Qu'« *il n'existe pas de valeur de limite de rejet dans la réglementation* ». Puis qu'« *avec les vents dominants dans la région, leur vitesse, il y avait dilution des gaz toxiques dans l'atmosphère...* »

Encore mieux que le nuage de Tchernobyl.

## Lundi 9 juillet 2018

Je devais être au Congrès, ce jour-là.

J'ai séché.

A la place, c'est réunion d'équipe. Et mon collègue Cyril nous alerte, lui-même alerté par Marine Martin : « *Macron doit recevoir les dirigeants du médicament ce soir à l'Elysée.* » Ah bon ? s'étonne-t-on. On n'en a pas entendu parler. Mais en effet, une dépêche de l'AFP est bien tombée :

« Le Dolder, club ultra-discret de la "big pharma", a rendez-vous lundi à Paris.

Le gotha de la pharmacie mondiale s'invite lundi à Paris, à l'occasion du "Dolder", un forum privé et dont les échanges restent secrets. De quoi alimenter les fantasmes déjà nombreux sur l'opacité de la « big pharma ».

[...]

Ce petit sommet d'environ vingt-cinq patrons est encore plus confidentiel que son modèle, le club Bilderberg, qui réunit chaque année à huis clos une centaine de personnalités du monde des affaires et de la politique. Car à l'inverse du Bilderberg, le Dolder n'a pas de site officiel divulguant au moins le lieu et la date du rendez-vous, les thèmes des discussions et la liste des participants. [...]

Le patron d'une grande entreprise du pays d'accueil de chaque Dolder joue d'habitude le rôle de maître de cérémonie. Aussi cette fonction incombera lundi à Olivier Brandicourt, le directeur général de Sanofi, qui "fera un discours d'introduction", indique à l'AFP une porte-parole du géant pharmaceutique français.

La date et la tenue du Dolder cette année à Paris n'ont rien d'anodin. La réunion a lieu la veille du Conseil stratégique des industries de santé (Csis), une instance de dialogue entre l'Etat et les entreprises du secteur se réunissant tous les deux ans depuis 2004 sous l'égide du Premier ministre. »

Et la dépêche se concluait sur cette phrase :

« *Par ailleurs, les PDG du Dolder seront reçus à dîner par Emmanuel Macron lundi soir, a indiqué l'Elysée à l'AFP.* »

L'après-midi, à Versailles, le roi Macron amuse ou ennue la galerie. Il faut que toutes les oreilles du pays soient réunies, des sénateurs, des députés, des médias, que tous recueillent ses lumières sur le « capitalisme populaire », sur « l'Etat-Providence du XXIe siècle », sur le « plan pauvreté présenté en septembre ». Un discours fleuve aux mesures floues, mais qu'importe : il sera commenté, pesé et soupesé en continu toute la soirée.

Aussitôt le show achevé, lui retourne dans ses appartements, en compagnie, donc, de vous, des vôtres, des leaders mondiaux de la Big Pharma. Et derrière des portes closes cette fois. Leur servira-t-il, à eux aussi, un discours fleuve aux mesures floues ? Ou bien évoquera-t-il avec franchise les scandales sanitaires, la Dépakine, le Lévothyrox, le Mediator, le site de Mourenx ?



## Mardi 10 juillet 2018

On regarde sur le site de la Présidence, à nouveau : la rencontre avec le Dolder ne fait l'objet d'aucun compte-rendu. Et pas une ligne non plus, pas un mot dans la presse. Qui se félicite, en revanche, que l'année prochaine « le Président répondra aux parlementaires »... Hourra !

## Jeudi 12 juillet 2018

J'adresse officiellement, via l'Assemblée, [une question écrite à Edouard Philippe](#) :

Dolder : qu'a raconté monsieur Macron à Big Pharma ?  
Le député François Ruffin souhaiterait être éclairé : quelles questions furent abordées entre les géants du médicament et M. Emmanuel Macron ?  
Le lendemain, mardi 10 juillet, c'était re-belote : les membres du Dolder se retrouvaient à nouveau, mais sous votre égide cette fois, au Conseil stratégique des industries de santé, instance de dialogue entre l'Etat et les entreprises du secteur. N'avez-vous pas oublié les victimes de la Dépakine, le fonds d'indemnisation, la suppression en France de milliers de chercheurs, l'immense pollution à Mourenx ? Ou avez-vous fait silence sur ces sujets, considérant - comme dans l'hémicycle le 17 octobre dernier - qu'on ne doit pas "dénigrer une entreprise française qui fonctionne bien" ?

## Vendredi 13 juillet 2018

Un copain de la BPI, la Banque publique d'investissement, m'adresse un SMS : « [J'ai vu tes vidéos](#). Elles sont super. Le Dolder a justement discuté à l'Elysée avec Bpi France qui a annoncé le lendemain la création d'un fonds d'investissement avec Servier, Ipsen, Sanofi, etc. Encore de l'argent public sans contrepartie pour les citoyens. » Une rumeur, ou une réalité ?

## Samedi 14 juillet 2018

On en arrive, donc, à votre photo.

Dans le canapé, et un peu dans le gaz, je tapote sur mon téléphone portable.

« Dolder + BPI. »

Et c'est là que je tombe sur vous :

« Olivier Brandicourt : "Les mesures du gouvernement sont très encourageantes." »

C'est daté du mardi.

J'étais passé au travers.

Mais me voilà debout sur le canapé.

Ça me fait comme une décharge d'adrénaline.

Plein de haine, oui, c'est pas beau, mais oui, plein de haine, de hargne, de rage.

J'ai de l'entraînement, pourtant.

On s'habitue à votre arrogance, à force.

On s'immunise.

On s'évite des AVC.

Mais là, non, quand même, non : vous repoussez encore les limites de l'indécence ! Toujours plus haut, plus fort, plus loin ! Champions olympiques du cynisme ! Mesurez un peu la performance :

Durant des décennies, votre groupe Sanofi a vendu un médicament qui a engendré des milliers, des dizaines de milliers d'enfants autistes. Des études officielles, émanant des pouvoirs publics, en attestent désormais. Que faites-vous ? Vous les contestez. Vous refusez d'abonder à un fonds d'indemnisation.

Durant des mois, des années, l'usine de Mourenx a rejeté des vapeurs toxiques, cancérigènes, sur les Pyrénées-Atlantiques. Que dit votre firme ? « *On ne savait pas.* » Puis : « *C'est sans danger, le vent emportait tout ça.* »

Et le jour même de ce scandale, vous rencontrez qui, à l'Elysée ? Le chef de l'Etat français. C'est pas rien. Même sous les traits de Macron, c'est pas rien. Vous allez vous faire tirer les bretelles, quand même, on se disait ? Notre président va vous rappeler à l'ordre ? Il va nous défendre, contre vos crimes chimiques ?

En bien non. Le lendemain, vous arborez dans le journal un sourire de vainqueur. Pas un mot de honte, de compassion, de remords. Rien sur la Dépakine, rien sur Mourenx. Que de la joie dans ses propos ! Vous êtes venu avec votre liste de courses, et le Président, et le Premier ministre, ont tout coché. Il vous accordé un blanc-seing. Ils vous ont récompensé, même. Il faut les détailler, leurs cadeaux, les nôtres de fait, les décrypter :

« *Notamment le raccourcissement des délais administratifs et l'accès facilité à l'innovation pour les patients.* » Ça signifie quoi, en clair ? Moins de tests en labo, moins de précautions. Comme si, pour la Dépakine, Sanofi en avait abusé !

« *Les mesures prévoient notamment une croissance minimale annuelle de 3 % pour les médicaments innovants et ceci au cours des trois prochaines années.* » Pour les soignants de l'hôpital psychiatrique, d'Amiens, du Havre, de Rouen, l'Etat ne garantit rien. L'Etat ne les reçoit pas d'ailleurs, ni à l'Elysée, ni même dans les Agences régionales de santé. Mais pour vous et la Big Pharma, c'est hausse des revenus assurée.

« *Nous avons conclu un protocole d'accord avec BPI France pour lancer InnoBio2 auquel nous apportons 50 millions d'euros sur un total de 200 à 250 millions d'euros.* » Sanofi, ce sont, depuis dix ans, quatre mille postes de chercheurs sacrifiés dans le monde, un tiers des effectifs. Et pour cause, rien ne va à l'investissement, tout part en dividendes : 3,7 milliards versés aux actionnaires, le record du Cac 40, soit 52 % de ses bénéfices. Et pour que votre

firme daigne, à nouveau, se consacrer à la "Recherche et Développement", il faut la gaver d'argent public ?  
Enfin, et pour la forme.  
Pour ce plan-là, Emmanuel Macron n'a attendu ni Noël ni la rentrée.  
Il n'a pas fait battre les tambours, pas fait sonner les trompettes.  
La moiteur de l'été, la discrétion de la Coupe du Monde lui convenaient bien.  
Il faut les nommer pour ce qu'ils sont, alors, lui et Philippe :  
Vos complices.  
D'évidents complices.  
Vos complices pour Mourenx.  
Vos complices pour la Dépakine.  
Vos complices, par leur silence, par leur approbation, par leurs faveurs, par leurs encouragements.  
Eux ne sont pas « vendus » à l'industrie pharmaceutique, ou à l'oligarchie : ils en sont les marionnettes.  
Les visages électoraux.  
Les bras politiquement armés.

## Jeudi 19 juillet

J'ai découvert votre entretien ce samedi, et hier éclatait « l'affaire Benalla ».

A quelques jours d'intervalle, donc.

Vous êtes les deux mêmes, pour moi.

Oh, en plus rustique, en plus fruste, en plus bourrin, dans son cas, il est vrai. Il n'a pas la raie de côté et les lunettes désignées. Il n'a pas les diplômes bien en ordre et le langage policé. Et ses coups, c'est du brutal, du primitif, du rouge qui tache et qui laisse des traces, du trop visible surtout. Vous faites, je l'admets, dans le plus subtil, plus sophistique, plus raffiné.

Un style vous distingue.

Mais c'est la même logique, au fond.

C'est la même certitude de l'impunité.

Le Prince l'avait adoubé, lui, il l'entretenait dans sa cour, et comme en un ruissellement de la toute puissance, il s'est cru à l'abri, tout permis, couvert. Et il l'a été, en effet : qui le poursuivrait pour, même pas un tabassage, ou à peine, quelques côtes brisées ?

Vous aussi, avec le Prince dans votre poche, vous transpirez l'assurance, l'arrogance que ni l'Etat ni la Justice ne viendront vous importuner. Au lendemain de Mourenx, de la Dépakine, pourtant, avec à votre passif des milliers de cancers, d'enfants autistes, vous devriez trembler, la conscience ébranlée : risquez-vous la garde à vue ? la mise en examen ? la détention provisoire ? Mais non, rien, le sourire, la jovialité, la liesse, comme si vous flottiez au-dessus de la morale commune et des lois humaines. Comme si vous apparteniez à une autre espèce, à un autre monde, demi-dieux de l'oligarchie, jouant avec nos destinées, avec notre santé, depuis votre Mont Olympe fait de faïence et de dorures.

C'est le sort des héros antiques : frappés de d'« hybris », de démesure, ils se prennent pour des dieux. Jupiter et ses soeurs et ses frères se vengent alors des prétentieux, et le sort s'acharne sur eux. Le malheur crève la montgolfière de leurs egos, ôte leur inoxydable sourire, bref, les ramène à leur humaine condition, les yeux percés d'Oedipe pour enfin voir.

En démocratie, vox populi, vox dei.

C'est le Peuple qui remplit cette fonction.

Et un jour viendra, peut-être.

Ou peut-être pas.

Le jour des justes récompensés et des méchants punis. Que vous soyez, à votre tour, hanté par la honte de vos crimes, et par la crainte d'un châtement : un Travail d'Intérêt Général, peut-être, tout simplement, comme éducateur dans un centre pour enfants autistes, ou comme clown dans un service d'oncologie.

Scrupuleusement,  
François Ruffin.

## Macronie et pharmacie (rappel des précédents épisodes)

### Commission Attali, automne 2007.

Rapporteur de la Commission Attali « *pour la libération de la croissance* », Emmanuel Macron, jeune inspecteur des finances, fréquente alors dans ce cercle prestigieux les patrons de Nestlé, du Crédit agricole, d'Essilor, etc. Et Serge Weinberg, alors président de son propre fonds d'investissement, Weinberg Capital Partners, ancien président du directoire du groupe PPR, Pinault-Printemps-Redoute, et siégeant dans de multiples conseils d'administration. Le businessman souffle alors un conseil à Macron : « *Enrichis-toi avant d'entrer en politique !* » Il lui montre même la voie : un an plus tard, grâce à Weinberg, le jeune impétrant, 31 ans à peine, part pantoufler comme banquier d'affaires chez Rothschild et Cie. En charge de fusions-acquisitions, il gère des deals, entre autres, pour Sofiprotéol, pour Nestlé ou pour Lagardère. Et fait fortune.

Tandis que Serge Weinberg préside, lui, Sanofi à partir de mai 2010.

### France 2, 2 mars 2015.

Pour Cash Investigation, Elise Lucet s'en va interroger le ministre de l'Economie. C'est un visage encore peu familier pour le grand public. Le jeune Emmanuel Macron n'est en poste que depuis six mois, à peine. Il était auparavant dans l'ombre : conseiller spécial de François Hollande. Actif, influent, certes, initiateur notamment du Crédit impôt compétitivité emploi, mais dans l'ombre.

Désormais en pleine lumière, Elise Lucet l'interroge sur Sanofi et le Crédit impôt recherche.

Elise Lucet : Vous versez des Crédits impôt recherche à Sanofi. Pour 2013, par exemple, c'est 125 millions d'euros, et c'est le minimum, chaque année, qui a été versé à l'entreprise...

Emmanuel Macron : Oui.

E. L. : Il y a un Crédit d'impôt recherche, qui est versé à un groupe, et qui a supprimé des postes où ? Dans la recherche ! Alors ça, franchement, c'est assez incompréhensible...

Le ministre, lui, ça ne le choque pas, cet usage des deniers publics :

« *Si on n'avait pas ce Crédit d'impôt recherche plébiscité par toutes les entreprises, petites et grandes, Sanofi aurait mis depuis des années toute sa recherche, et sans doute même ses quartiers généraux, hors de France.* »

C'est du n'importe quoi.

Des rapports, autant du Sénat que de l'Assemblée, prouvaient le contraire, le grand gâchis du CIR chez Sanofi. Tout cela, un ministre de l'Economie ne pouvait l'ignorer.

Elise Lucet insistait, du coup :

« *Pourquoi ne pas dire "l'État vous donne de l'argent sous forme de crédit impôt recherche, ne supprimez pas d'emplois dans la recherche" ?* »

Mais Emmanuel Macron n'en démordait pas : heureusement qu'on leur versait des millions par centaines, à Sanofi, sinon...

Voilà qui était en charge des finances publiques.

De nous défendre contre les prédateurs.

Serge Weinberg avait dû croiser sur sa route des adversaires un peu plus coriaces...

### **Elysée, dimanche 14 mai 2017**

Emmanuel Macron a quitté Bercy, mais ses amitiés l'ont accompagné. Aussitôt lancé dans la course à l'Elysée, dès 2016, Emmanuel Macron reçoit le soutien, implicite ou explicite, de nombreux patrons, dont des patrons de presse : Vincent Bolloré, Bernard Arnault, Arnaud Lagardère... et bien sûr Serge Weinberg.

Doit-on s'étonner, dès lors, de la scène qui se joue le 14 mai, au palais de l'Elysée ?

Nous sommes en pleine cérémonie de passation de pouvoir entre François Hollande et son jeune successeur.

Emmanuel Macron sert des mains à la chaîne, empile les amabilités. Soudain, il fend la foule, brise les premiers rangs des courtisans présents pour aller saluer un ami, en arrière-plan. Qui a droit à cet honneur ?

C'est Serge Weinberg, le PDG de Sanofi.

### **Vitry, jeudi 20 juillet 2017**

En catimini, le Premier ministre Edouard Philippe se rend sur le site Sanofi de Vitry. Il est accueilli par le PDG, Serge Weinberg. Ni les médias ni les syndicats n'étaient prévenus, ni les salariés, ni les Français. Cette visite, discrète sinon secrète, ne figurait pas à son agenda.

### **Assemblée nationale, mardi 17 octobre 2017**

Nous interrogeons le Premier ministre [sur cette visite à Vitry](#) :

Il y a dix jours, c'est Christophe Castaner qui inaugurerait une fresque sur le site Sanofi de Sisteron. Le porte-parole du Gouvernement se faisait alors le porte-parole du groupe pharmaceutique (Protestations sur les bancs du groupe REM) et déclarait : "On ne doit pas critiquer des entreprises qui réussissent, comme Sanofi."

Edouard Philippe réplique avec à peu près la même tonalité : « *Il ne faut pas dénigrer une entreprise française qui fonctionne bien.* »